

*Sous la direction de*  
MÉLINA DOUCHY-LOUDOT  
GUILLAUME PAYAN  
PHILIPPE VALLIN

# JUSTICE ÉTATIQUE ET JUSTICE ECCLÉSIALE

Les droits et libertés fondamentaux  
au service d'une protection effective  
de la personne

LES ÉDITIONS DU CERF

## Table des matières

REMERCIEMENTS .....	7
PR PHILIPPE VALLIN	
AVANT-PROPOS .....	9
Norme intrinsèque et norme extrinsèque dans l'agir social des humains .....	10
Rationalité antérieure et pratique réparatrice de la justice : droit et droiture.....	10
L'État et l'indépendance de la justice .....	11
Une occasion lointaine de ces réflexions croisées : le constat d'étrangement.....	11
Une occasion prochaine : la crise des abus dans l'Église et son traitement étatique et ecclésial .....	12
Les dispositifs du redressement citoyen et de la conversion ecclésiale .....	13
Pour une révision scientifique des évidences de l'émotion .....	14
« Systémique » : sur un objet de raison.....	15
Économie et distribution de nos séances.....	17
Remerciements.....	17

SOUS LA PRÉSIDENTE DE SYLVIE MOTTES

PREMIÈRE PARTIE

### LA COEXISTENCE DES ORDRES JURIDIQUES

1. LA DÉLIMITATION DES ESPACES .....	21
--------------------------------------	----

PR PHILIPPE CAPELLE-DUMONT

LES ESPACES DE RATIONALITÉ ET LE JURIDIQUE.

APPROCHE ÉPISTÉMOLOGIQUE.....	23
I. La pluralisation de la raison et la question de la vérité .....	26
II. De la conversation à l'alliance des savoirs.....	29
En demande de scientificité .....	32

En demande théologique .....	32
En demande esthétique .....	33
En demande philosophique.....	33
Conclusion. Les Savoirs en alliance .....	35
PR PHILIPPE VALLIN	
LA DÉLIMITATION DES ESPACES. APPROCHE DE THÉOLOGIE	
POLITIQUE.....	37
Préambule scripturaire : de l'espace du sépulcre à l'espace du cénacle .....	37
La communauté de conviction : publicité de la foi.....	39
La subsidiarité pour une responsabilité citoyenne et religieuse.....	41
Justice immanente et justice transcendante.....	44
Les délits contre la foi : la loi du iota (Mt 5, 18) .....	47
2. L'IDENTIFICATION DES ACTEURS.....	53
PR ISABELLE BARRIÈRE BROUSSE	
ORDRE (S) JURIDIQUE (S), POINT DE VUE INTERNATIONALISTE	
(PRIVATISTE).....	
I. L'inscription du conflit de lois dans l'ordre juridique étatique.....	58
A. La conception du conflit de lois : un conflit entre des ordres juridiques étatiques .....	58
B. Les interférences de l'ordre juridique international .....	60
II. Les manifestations du pluralisme juridique en droit international privé .....	64
A. Les normes d'origine professionnelle.....	64
B. Les normes d'origine religieuse .....	67
PR CATERINA SEVERINO	
L'ORDRE JURIDIQUE ÉTATIQUE. ÉLÉMENTS DE DROIT	
CONSTITUTIONNEL.....	71
I. L'État, cadre privilégié du pouvoir politique .....	72
A. L'émergence de l'État moderne.....	74
B. La souveraineté, attribut exclusif de l'État .....	76
II. L'État comme ordre juridique globalement efficace et sanctionné.....	77
A. Les normes en général.....	79
B. Les normes juridiques.....	80
C. Le système juridique étatique .....	82

PR OLIVIER ÉCHAPPÉ L'ORDRE CANONIQUE COMME ORDRE JURIDIQUE.....	83
--	----

SOUS LA PRÉSIDENCE DE MARC JEAN-TALON  
DEUXIÈME PARTIE  
LA RECONNAISSANCE MUTUELLE  
DES ORDRES JURIDIQUES

1. LES DROITS COMME LANGAGE COMMUN .....	101
--	-----

PR LÉNA GANNAGÉ

DROITS RELIGIEUX ET DROITS FONDAMENTAUX.

L'EXEMPLE DU LIBAN .....	103
--------------------------	-----

I. Les tensions.....	106
----------------------	-----

A. La légitimité de la confrontation.....	107
---	-----

B. Les résultats de la confrontation.....	109
---	-----

II. La conciliation.....	111
--------------------------	-----

A. Les obstacles tirés des droits de l'homme : une crise de légitimité.....	111
--	-----

B. Les obstacles tirés des droits religieux.....	115
--	-----

2. LA DÉFENSE DES DROITS PAR LES INSTITUTIONS .....	119
---	-----

PR MARINO MARINELLI

LES JUGEMENTS CIVILS PAR RAPPORT AUX ARRÊTS  
DE LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME.

LIGNES D'ÉVOLUTION.....	121
-------------------------	-----

I. Encadrement du thème : jugement civil national et Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) .	121
--	-----

II. Le système de la Conv. EDH et les éléments pour une reconstruction, fournis par la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et par le Conseil de l'Europe .....	123
---	-----

III. La caducité du jugement civil (national) déclaré contraire à la Conv. EDH par la Cour de Strasbourg : une comparaison (sur le plan des <i>remèdes</i> et de la procédure) entre les différents systèmes européens.....	129
--	-----

IV. Remarques finales.....	139
----------------------------	-----

PR PATRICK VALDRINI

LA DÉFENSE DES DROITS EN JUSTICE ECCLÉSIALE .....	141
I. Le système judiciaire ecclésial.....	141
II. Connaître des causes contentieuses.....	142
III. Exercice du pouvoir ecclésiastique et devoirs et droits des fidèles.....	145
IV. Procédures administratives .....	147
V. Fondement de la juridiction administrative .....	149

MARIE DERAÏN DE VAUCRESSON

AU-DELÀ DE LA JUSTICE CIVILE .....	153
I. Une instance fruit d'un rapport de force entre les personnes victimes et l'Église .....	154
A. De la <i>Parole libérée</i> à la libération de la parole.....	154
B. Le rapport de la CIASE : une sidération collective .....	155
II. De l'INIA à l'INIRR : de l'indemnisation forfaitaire à la mise en place d'une démarche de réparation individualisée.....	156
A. Les recommandations de la CIASE, à l'origine des principes d'action de l'INIRR.....	157
B. Une lettre de mission confiée par les évêques de France à la Présidente de l'INIRR.....	158
C. Le déploiement d'une démarche inédite de reconnaissance et de réparation.....	159
D. Mobiliser des compétences variées .....	159
III. L'accompagnement inirrien : une démarche adaptée à la spécificité des personnes victimes de pédocriminalité dans l'Église de leur besoin de reconnaissance et de réparation.....	161
A. la justice transitionnelle en toile de fond .....	161
B. La reconnaissance des violences sexuelles subies.....	161
C. Contribuer à la réparation .....	162
D. L'indépendance : une nécessité autant qu'une condition .....	163
E. La mobilisation de concepts théoriques appliqués à l'INIRR.....	164
F. La démarche inirrienne au concret : un accompagnement étape par étape .....	165
Conclusion .....	167

SOUS LA PRÉSIDENTE DE JOSEPH DOMINGO  
TROISIÈME PARTIE  
LES POTENTIALITÉS  
DU PROCÈS ÉQUITABLE

JOSEPH DOMINGO

VÉRITÉ FACTUELLE ET VÉRITÉ JUDICIAIRE	
DANS LA JUSTICE CANONIQUE.....	171
I. Quid est veritas ? .....	171
II. Approches épistémologiques .....	172
III. La valeur instrumentale de la procédure pour l'établissement de la vérité .....	176
IV. Le principe <i>Favor veritatis</i> dans le procès canonique et la <i>Salus         animarum</i> comme loi suprême .....	180
V. Le rôle du juge dans la recherche de la vérité judiciaire .....	182
A. Les pouvoirs inquisitoriaux du juge dans le procès canonique ....	183
B. La libre appréciation des éléments de preuve .....	184
C. Certitude morale, motivation et autorité de la chose jugée .....	184
VI. Méfiance à l'égard de l'activité judiciaire à l'intérieur l'Église, et recherche d'autres moyens d'administrer la justice .....	186
VII. Vérité judiciaire et vérité matérielle : quels rapports en droit canonique ? .....	189
Conclusion .....	190
 1. LES GARANTIES DE BONNE JUSTICE .....	 193

M<sup>E</sup> CYRIL MARTELLO

LES GARANTIES D'INDÉPENDANCE ET D'IMPARTIALITÉ	
EN DROIT JUDICIAIRE PRIVÉ .....	195
I. Le chemin .....	196
A. Un chemin intérieur : l'impartialité .....	197
B. Un chemin extérieur : l'indépendance .....	199
II. Le but .....	201
A. Le visible .....	202
B. L'invisible .....	203

ALPHONSE KY-ZERBO

LES GARANTIES D'INDÉPENDANCE ET D'IMPARTIALITÉ	
EN DROIT CANONIQUE .....	205
I. Lieux de manifestation de l'impartialité du juge dans l'ordonnancement canonique .....	207
A. L'enseignement récent du Magistère .....	208
B. Certaines dispositions canoniques relatives aux procès .....	209

II. L'indépendance du juge en droit canonique.....	212
A. Une dépendance organique du juge vis-à-vis de l'évêque diocésain, <i>juge-né</i> .....	212
B. L'indépendance du tribunal et du juge .....	217
Conclusion .....	221
PR YVES STRICKLER ET PR BRUNO GONÇALVES	
LES GARANTIES PROCESSUELLES DE LA DÉFENSE.....	223
Introduction .....	223
I. Le temps .....	227
II. La structure du procès.....	233
III. Les fondamentaux du droit de la défense.....	241
A. La présomption d'innocence .....	241
B. Le respect du contradictoire.....	243
Conclusion .....	248
2. LE DROIT AU TRIBUNAL .....	251
CÉCILE THÉPOT-OLAGNE	
L'ACCÈS À LA JUSTICE. INTÉRÊT ET QUALITÉ POUR AGIR	
EN DROIT CANONIQUE .....	253
I. Le droit d'agir du demandeur.....	256
A. Les dispositions générales.....	257
B. Les dispositions particulières concernant les causes relatives à l'état des personnes.....	257
II. Le droit d'agir du défendeur .....	259
A. L'incidence du <i>statut ecclésial</i> du défendeur .....	260
B. Les procédures visant les personnes décédées .....	261
CONCLUSION.....	263
LAURENT PENNEC	
L'ACCÈS À LA JUSTICE. INTÉRÊT ET QUALITÉ POUR AGIR	
EN DROIT JUDICIAIRE PRIVÉ .....	265
I. La consolidation d'une interprétation commune de l'action en justice.....	267
A. La détermination et le déroulement de l'action dans la procédure byzantine .....	267
B. La réception du déroulement de l'action en justice dans la procédure romano-canonique.....	272
II. Le développement d'une interprétation renouvelée de l'action en justice.....	277
A. Une approche du droit d'agir en justice dans l'ancienne procédure civile française tributaire du droit romano-canonique .....	277

B. Le remodelage du droit d'agir en justice par l'avènement d'une théorie renouvelée de l'action.....	283
--	-----

PR GUILLAUME PAYAN

LE DROIT AU JUGEMENT ET À SON EXÉCUTION. QUELQUES RAPPELS

CONCERNANT LA <i>JUSTICE ÉTATIQUE</i> .....	289
I. Le droit d'obtenir un jugement d'une juridiction étatique .....	290
A. Le développement de la voie amiable .....	291
B. Le maintien de la voie juridictionnelle.....	293
II. Le droit à l'exécution du jugement d'une juridiction étatique.....	296
A. Le caractère exécutoire du jugement.....	297
B. L'exécution forcée du jugement.....	302

PR PHILIPPE TOXÉ

LE DROIT AU JUGEMENT ET À SON EXÉCUTION DANS L'ORDRE

CANONIQUE .....	305
I. Le droit à obtenir un jugement.....	305
A. L'obligation pour le juge de rendre une sentence et de dirimer le <i>dubium</i> qui a été concordé.....	306
B. L'obligation pour le juge de publier sa sentence aux parties.....	311
II. L'exécution de la sentence.....	313
A. Les sentences susceptibles d'être exécutées .....	313
B. Le décret d'exécution .....	315
C. L'exécution de la sentence.....	315

SOUS LA PRÉSIDENTE DE SOPHIE CAÏS

QUATRIÈME PARTIE

LA PROBLÉMATIQUE COMMUNE DES ABUS  
PAR PERSONNE AYANT AUTORITÉ

PR PASCAL OUDOT

LE CARACTÈRE SYSTÉMIQUE DES ABUS ET PHÉNOMÈNES D'EMPRISE,  
DANS ET HORS DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE, DANS LA SOCIÉTÉ

DU XXI <sup>e</sup> SIÈCLE. RÉFLEXIONS SUR UN ADJECTIF QUALIFICATIF ....	323
I. L'abus dans le système : la relation bilatérale entre l'auteur et la victime .....	328
A. Les acteurs de l'abus .....	328
B. Le système théâtre de l'abus.....	331
II. L'abus du système : la relation triangulaire entre l'auteur, la victime et le système.....	335
A. L'implication du système .....	335
B. La responsabilité du système.....	339

## 1. L'ÉTUDE DES JURISPRUDENCES ..... 343

CATHERINE TZUTZUIANO

## LES ABUS ET EMPRISES HORS DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE ..... 345

## I. Les abus et le rapport agresseur-victime ..... 348

## A. Les qualifications pénales applicables aux actes dits d'abus ..... 349

B. Le rapport interpersonnel déséquilibré entre l'auteur et la victime caractérisant l'*abus*..... 354

## II. Les abus et le rapport agresseur-victime-tiers ..... 362

## A. Les tiers susceptibles d'engager leur responsabilité pénale ..... 362

## B. Les tiers susceptibles d'engager leur responsabilité civile ..... 366

PR MÉLINA DOUCHY-LOUDOT

## LES ABUS ET EMPRISES AU SEIN DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE ..... 371

## I. Le vis-à-vis agresseur et victime ..... 375

## A. Abuser de la faiblesse d'autrui ..... 375

## B. Abuser de l'autorité à des fins sexuelles ..... 380

## II. L'autorité ecclésiastique impliquée dans la situation criminelle initiale ..... 388

## A. La non-dénonciation par l'autorité ecclésiastique de l'agression sexuelle connue ..... 388

## B. La charge de la réparation civile du dommage causé à la victime ..... 400

## 2. LES PERSPECTIVES NORMATIVES ..... 407

CARLOS MORÁN

## L'INSTRUCTION DE LA CONFÉRENCE ÉPISCOPALE ESPAGNOLE SUR LES ABUS SEXUELS ..... 409

## I. L'Instruction de la CEE : notes générales ..... 410

## II. Bref aperçu du contenu de l'Instruction CEE ..... 412

## A. Le préambule et le chapitre I de l'Instruction ..... 412

## B. Chapitres II et III de l'Instruction : la plainte initiale et l'enquête préliminaire ..... 414

## C. Chapitres IV-VI de l'Instruction : le procès pénal extrajudiciaire et judiciaire ..... 416

## En mode de conclusion ..... 418

PR GIAN PAOLO MONTINI

## LES GRANDES LIGNES D'ÉVOLUTION DU DROIT PROCESSUEL PÉNAL CANONIQUE ..... 419

## I. Introduction ..... 419

## II. Le droit processuel pénal canonique ..... 419

III. Un droit processuel pénal à deux vitesses.....	422
A. Le droit processuel pénal canonique commun.....	423
B. Le droit processuel pénal canonique spécial.....	424
IV. Évolutions et régressions.....	427
A. Dépasser l'état d'urgence juridique.....	428
B. Comment dépasser l'état d'urgence juridique ?.....	430
V. En ce qui concerne la personne lésée.....	434
A. Les étapes pré-processuelles et para-processuelles.....	435
B. La constitution de la partie lésée.....	436
C. En tant que personne lésée.....	436
VI. De iure condendo.....	437

PR ASTRID KAPTIJN

LA PRISE EN COMPTE DE LA RÉPARATION

DES DOMMAGES EN DROIT CANONIQUE.....	439
I. LE PRINCIPE DE LA RÉPARATION DES DOMMAGES.....	439
II. Les moyens extra-judiciaires pour obtenir une réparation des dommages subis.....	443
III. La réparation des dommages par des moyens judiciaires.....	445
A. Le signalement et sa suite.....	445
B. Le procès judiciaire.....	446
C. La procédure par décret extra-judiciaire.....	451
Conclusion.....	453

PR VALÉRIE BOUCHARD

LE MOYEN DES RÉFORMES : LES NOUVELLES RÈGLES

DE PRESCRIPTION ÉTATIQUE EN MATIÈRE D'ABUS SUR MINEURS

OU PERSONNES VULNÉRABLES.....	455
I. Un régime de prescription évolutif.....	458
A. La prescription des crimes sexuels, un régime dérogatoire sauvé.....	459
B. La prescription des délits sexuels, un régime dérogatoire préservé.....	461
II. Un régime de prescription dévolutif.....	463
A. Au niveau des règles de forme.....	463
B. Au niveau des règles de fond.....	467
Conclusion.....	471

## RAPPORT DE SYNTHÈSE

PR ÉDOUARD VERNY

I. Des domaines partagés .....	476
II. Des principes convergents .....	478

ANNEXES .....	483
---------------	-----